

Le mur des *wetbacks*¹

par John Drendel

Depuis 2007, le gouvernement américain a entrepris la construction d'un mur de 4 800 km entre la frontière avec le Mexique, au sud de San Diego, et l'embouchure verdoyante du Rio Grande dans le golfe du Mexique. À ce jour 1 680 km ont été construits, parfois munis de fils de rasoir, comme entre San Diego et Tijuana, ou avec un talus de terre de 10 mètres de hauteur, comme au célèbre *smugglers pass* à 50 km à l'est de Tijuana. La fortification de cette frontière vise à séparer deux sociétés intimement liées en dépit de leurs évidentes différences culturelles, politiques et sociales. Elle diviserait, par exemple, El Paso Texas et Ciudad Juarez : la première est l'une des villes américaines parmi les plus sécuritaires, l'autre est une ville mexicaine où plus de 1 550 personnes ont été assassinées en 2008 et déjà plus de 350 en 2009. Pourtant, il y a quelques années, on traversait allègrement le fleuve qui les sépare pour aller travailler, dîner ou faire des emplettes. Si la frontière entre Tijuana et San Diego sépare deux villes totalement différentes l'une a une réputation sordide depuis toujours, l'autre est une ville de retraités de la marine américaine, la frontière entre El Paso et Ciudad Juarez, ainsi qu'entre nombre de communautés plus petites comme Eagle Pass Texas et Piedras Negras Coahuila, sépare des frères et des sœurs, des ouvriers et leurs usines, des *tiendas* et les ménagères à la recherche de mangues juteuses, des dentistes bon marché et leurs patients. Cela dit, ce projet de mur, même s'il n'est jamais réalisé, n'est que l'expression d'un autre mur, un fossé beaucoup plus dangereux : le mur du ressentiment populiste qui se creuse entre la

¹ Wetback : terme qui renvoie aux clandestins mexicains, les « dos mouillés », *espaldas mojadas*, qui passent la frontière en traversant le Rio Grande.

population hispanique à l'intérieur des États-Unis et une population américaine en proie aux démagogues xénophobes.

Pourquoi la construction du mur ? L'attentat du 11 septembre 2001 a servi de prétexte. Pendant les années Bush, la droite du Parti républicain a cessé de voir l'immigration illégale du point de vue traditionnel des hommes d'affaires et des fermiers complaisants devant une source de main-d'œuvre bon marché, et a adopté la position de la droite xénophobe. Oussama Ben Laden a créé l'impérieuse nécessité de protéger l'Amérique contre la menace que l'immigration illégale pose à la sécurité nationale. La défense de la « souveraineté » américaine a fait sauter toutes les objections à ce projet, y compris les considérations environnementales ou tout bonnement pratiques que pose la taille pharaonique d'une telle barrière dans l'écologie vierge, escarpée et peu peuplée des Sierras Madres de l'Arizona et du Nouveau Mexique. Grâce au 11 septembre, les *wetbacks* mal-aimés font désormais la fortune des hommes politiques de droite comme le tristement célèbre Joe Arpaio, shérif de Maricopa County en Arizona, comté qui inclut la ville de Phoenix. Le shérif s'est construit une réputation de populiste de droite par des coups de publicité douteuse, comme la création en 1993 d'un *bootcamp*, — une sorte de Guantanamo américain — pour les 10 000 détenus sous son autorité où, entre autres humiliations, les prisonniers sont privés de tabac, de sel et de poivre, et obligés de porter des culottes roses. Dans la foulée de l'attentat d'Al Qaïda, le gouvernement fédéral a accordé aux juridictions locales un droit de regard sur le contrôle de l'immigration ; désormais une police locale, comme celle que dirige Arpaio, peut arrêter les sans-papiers. Pour Arpaio, ce fut un cadeau politique inespéré dont il a profité pour se faire élire lors de plusieurs mandats successifs, dans la deuxième agglomération métropolitaine de la côte Ouest. Car l'homme qui se flatte d'être « le shérif le plus dur d'Amérique » a pris sur lui la tâche de libérer Phoenix des clandestins. Il l'a fait notamment en organisant des rafles

parmi les *drywalleros* (ouvriers du bâtiment) qui se réunissent à l'aube dans les stationnements des grandes surfaces spécialisées en rénovation, devenus les bourses de travail de l'Amérique contemporaine. Si la légalité de ces rafles est douteuse (techniquement, la police locale ne peut prendre connaissance du statut d'un illégal que si on le soupçonne d'avoir commis un délit de droit commun), la leçon qu'ils reçoivent dans les camps du shérif Joe est efficace. Au début de février 2009, Arpaio a fait parader devant les appareils de la télévision locale un cortège de 200 clandestins habillés d'une combinaison rayée et les pieds enchaînés, forcés de marcher de la prison au *bootcamp*.

Pendant les années de ma jeunesse, les murs physiques et xénophobes n'existaient pas dans mon coin, dans l'ouest des États-Unis. La frontière entre le Mexique et les États-Unis, à partir d'El Paso où le Rio Grande bifurque par rapport au tracé administratif qu'il longeait jusque-là, était mollement saupoudrée de quelques panneaux indicatifs dans le désert ; les moutons, les vaches, les coyotes et les immigrants la traversaient avec une aisance égale. Quand je travaillais sur l'exploitation de moutons d'un ami de ma famille, à Topaz Lake, une toute petite vallée accrochée au versant est des Sierras Nevadas, entre la Californie et le Nevada, les va-et-vient des clandestins étaient constants. Un berger clandestin gardait les moutons le temps d'un cycle de transhumance entre le désert et la montagne, puis il trouvait un boulot moins solitaire aux casinos de Reno ou de Carson City et se faisait remplacer par un frère ou un cousin. Ceux qui restaient sur le ranch rentraient au Mexique pour Noël et rendaient visite aux ancêtres à la Fête des Morts, puis ils revenaient, parfois avec une femme ou un père âgé. Un jour de Pâques, un clandestin qui avait gagné la confiance de notre patron, un vieux garçon alcoolique qui vivait sous la férule de sa mère, est revenu avec une cousine, une veuve qu'il voulait présenter au patron. La mère a tapé du pied, la veuve est repartie. Quelques années plus tard, après les obsèques de la

patronne, la veuve chassée est reparue pour mettre en fuite les derniers fantômes de sa belle-mère et l'alcool qui allait avec. Des jolies histoires comme celle-ci se sont jouées sans doute plus souvent qu'on n'imagine, y compris dans les immenses exploitations fruitières de la vallée de San Joaquin où César Chavez a mené la lutte pour les droits des travailleurs immigrants. Dans la seconde moitié du 20^e siècle, on savait qu'on avait besoin de ces gens-là ; et la Californie des grands exploitants d'alors, dont plusieurs, les Sebastiani, les Boccardo, les Gallo, bénissaient au souper le repas sous les photos en noir et blanc de leurs aïeux italiens habillés en paysans, cette Californie d'antan s'émouvait de voir Chavez prendre la communion avant de prendre la tête d'une manifestation.

Ces temps sont révolus. Les bergers, les *drywalleros*, les jardiniers, domestiques et laveurs de vaisselle sont devenus les ennemis terroristes contre lesquels il faut ériger ce mur, fait de béton, d'appareils infrarouges et de lattes d'acier conçues pour les pistes d'atterrissage militaires. Au moins en apparence. Car, en réalité, dans une Amérique guettée par la peur de perdre son emploi, le consensus sur la nécessité de cette « œuvre d'infrastructure » qu'est le Mur permet à la classe politique, démocrates et républicains réunis, de clore le débat sur l'immigration, dans l'espoir qu'il fera oublier aux électeurs les appels anxyogènes des démagogues. Jusqu'à un certain point, cela marche. Tom Tancredo par exemple, représentant au Congrès du Colorado, n'a pas pu faire grand chose de la xénophobie anti-immigrante dans sa campagne pour l'investiture présidentielle du parti républicain. Barack Obama, par la suite, a pu éviter de faire une campagne pour ou contre la légalisation des Américains sans-papiers.

Les effets du mur, pourtant, ne sont pas symboliques. Il coupe les communautés jumelées le long de la frontière, comme il scinde des familles qui se réunissent alors au « parc de l'amitié » entre San Diego et Tijuana, pour converser de part et d'autre du mur et passer les cadeaux et les caresses à

travers ses failles. Il protège aussi les gens du côté américain et les Mexicains suffisamment aisés pour trouver aux États-Unis un refuge contre la violence des narcotrafiquants qui jonchent de cadavres mutilés les rues des villes de la frontière depuis qu'en 2006, le président Calderon a lancé l'armée contre les cartels de drogue (déjà 36 000 militaires déployés, dont 7 000 dans la seule ville de Ciudad Juarez, dont le chef de police a démissionné sous la menace du meurtre d'un policier toutes les 48 heures...). Ce mur n'est pas, en effet, tout à fait et uniquement néfaste. Pourtant, et c'est le paradoxe, le mur ne gêne pas outre mesure les trafics clandestins, comme en témoigne le prix de la drogue qui n'est visiblement pas en hausse. Les trafiquants ont trouvé des moyens relativement simples pour traverser la frontière, comme ces deux camions de transport de voitures que les douanes américaines ont trouvés dans l'Arizona, dos à dos, de part et d'autre du mur au début du mois d'avril : les trafiquants en ont fait un pont, un dos d'âne pour les camions chargés de marijuana. Sans doute ont-ils aussi des moyens beaucoup plus sophistiqués.

Ainsi, le Mur est surtout une barrière érigée contre ce courant d'immigrants clandestins que l'Amérique a, somme toute, bien toléré pendant des décennies. Même s'il n'est jamais terminé (il semble peu probable, vu la crise actuelle, qu'on trouve les budgets nécessaires pour la construction des tronçons en dehors des régions relativement accessibles), il a déjà transformé la vie économique, culturelle et humaine du petit peuple qui vit des deux côtés.

S'il faut le tolérer, c'est parce qu'il est le prix à payer pour faire taire les extrémistes de droite quand les politiciens envisageront une deuxième légalisation des sans-papiers, à l'instar de celle que le président Reagan a signée en 1986. Un second projet de légalisation a été discuté sous l'administration Clinton ; George Bush en a fait un objectif prioritaire de son administration, et John McCain l'a appuyé avec courage avant les primaires de 2008. Ce projet fut une

victime de la campagne présidentielle de 2008 puisque démocrates et républicains l'ont pareillement laissé tomber, redoutant tous de susciter une réaction xénophobe dont les effets politiques eussent été aussi dangereux qu'imprévisibles. Obama et McCain ont étouffé le débat en se mettant d'accord sur la construction de la clôture. Contre la drogue et la violence trop réelle d'un Mexique dont la police sert davantage à assurer l'ordre politique qu'à réprimer la criminalité, ce mur est pourtant un barrage d'une efficacité médiocre. La société américaine est surtout protégée par une police, une armée et une justice qui résistent remarquablement (mais pour combien de temps ?) à la tentation des milliards de dollars qui pourraient aboutir, selon Gerardo Ruiz Mateos, secrétaire à l'Économie de l'administration Calderon, à l'achat de son prochain président et à la création d'un *narco-État* du Mexique.

Mais c'est l'autre mur qui est le plus dangereux, le mur que les politiciens populistes et les démagogues des lignes ouvertes veulent ériger entre l'Amérique et ses habitants sans ou avec papiers, au visage basané et à l'accent du sud. Par les temps de crise qui courent, ce mur-là peut vraiment tuer cette Amérique que le mur physique est censé protéger.